



DevHaïti

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT

2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 009



12 mai 2020

COVID-19 - Haïti et République Dominicaine : des opportunités ratées

Un cas exceptionnel dans le monde: deux pays partageant une île. En effet, Haïti et la République Dominicaine représentent un cas bien particulier en se partageant l'île dénommée Quisqueya. Disposant de moins de 100 000 kilomètres carrés, les deux nations font face à des risques communs face aux catastrophes naturelles. La crise sanitaire causée par la COVID-19 constitue, de nos jours, un sérieux défi pour les leaders des deux nations en raison du va-et-vient incessant des citoyens, particulièrement des haïtiens, au niveau de la frontière.

Avec une économie dominée par le secteur touristique, la République Dominicaine a été très vulnérable à la propagation du virus sur son territoire. En effet, un touriste italien a été le premier cas testé positif au coronavirus en république voisine. Il importe de souligner que les autorités dominicaines avaient commis l'imprudence d'organiser les élections municipales à la mi-mars réunissant un grand nombre de personnes à travers le pays. En deux mois, près de 400 furent enregistrés, près de 10 000 cas ont été détectés dont 3 000 guéris.

Alarmées par l'évolution de la situation en République Dominicaine, les autorités haïtiennes ont, sans aucune consultation,

décidé en mars dernier de fermer la frontière pour protéger la population. Une décision qui n'a certainement pas plu aux leaders politiques dominicains. Ces derniers ont rendu la monnaie de leur pièce aux responsables gouvernementaux haïtiens en questionnant ouvertement les informations fournies par ces derniers concernant le nombre de cas détectés en Haïti depuis l'annonce officielle par l'administration Jouthe.

Analysant le malaise diplomatique entre les deux nations, le principal responsable de la Fondation Zile, Monsieur Edwin Paraison, a souligné que les autorités haïtiennes et dominicaines ont fait une mauvaise gestion de la crise qui menace les deux peuples. Selon lui, une gestion conjointe aurait permis non seulement de contrôler les coûts d'acquisition de médicaments, d'équipements et de matériels mais aussi d'assurer un meilleur déplacement des migrants haïtiens des deux côtés de l'île. Ce conseil donné par l'ancien ministre des Haïtiens vivant à l'étranger devrait être pris au sérieux car les autorités dominicaines pourraient retarder la réouverture de la frontière pour protéger leur territoire. À noter que bon nombre de travailleurs haïtiens évoluant en République Dominicaine sont revenus au pays à cause du confinement adopté par l'administration Medina pour contrer la propagation du virus.

Les allocations de l'Etat haïtien en période du Covid-19 : un véritable rendez-vous pour un management public efficace.

La crise sanitaire arrive en Haïti dans un contexte de pauvreté et de crise alimentaire. Selon l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme (ECVMAS) réalisée en 2012, 60% de la population vit en situation de pauvreté et 25% en situation d'extrême pauvreté. L'enquête a aussi révélé que la pauvreté est plus sévère au niveau des zones rurales (67%). Le pays peine à créer de la richesse car sur la période allant de 1961 à 2018, la croissance économique moyenne est de 1.4%, alors que la population a crû de 1.8%. Le pays est ainsi pris dans le piège malthusien car la population croît plus vite que le PIB. Le faible niveau de croissance est aussi conjugué à des situations d'instabilité macroéconomique. Le taux d'inflation depuis août 2019 est de 19% et en Mars 2020, la gourde franchi la barre symbolique de 100 gourdes pour un dollar. Dans cette situation, la crise sanitaire peut se révéler très sévère pour la population sans des accompagnements de l'Etat.

En effet, l'Etat haïtien a, dans ce contexte, promis d'accompagner 1.5 millions de familles afin de les aider à amortir les effets de la crise du Covid-19. Cet

accompagnement financier devrait être de l'ordre de 3 000 gourdes par famille dans l'objectif de stimuler la demande pour des biens de première nécessité. Il faut rappeler qu'en 2019, le coût minimal du panier alimentaire se situait autour de 1 730 gourdes par personnes soit 8 650 gourdes pour une famille de 5 personnes. Donc, les 3 000 gourdes de l'Etat haïtien ne représentent que 35% à peine, de ce qui pourrait être appelé en Haïti le Revenu Universel de Base (RUB), avec le taux d'inflation du mois de juin 2019 (18.6%). Ce support de l'Etat haïtien devrait représenter 4.5 milliards de gourdes ce qui représente moins de 0.8% du Produit Intérieur Brut (PIB) de 2019. C'est loin des 284.3 milliards de gourdes (45% du PIB) de RUB nécessaires pour éradiquer la pauvreté en Haïti.

Plusieurs programmes de transferts ont été recensés en Haïti depuis le début de la décennie 2010-2020. En 2011 sous l'initiative du Gouvernement haïtien, plusieurs programmes de transferts/d'aides ont été mis en place au profit des personnes en situation de vulnérabilité à travers le programme *Ede pèp*. En 2014 selon la Commission Economique Pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPAL), il y avait au moins quatre composantes de

transferts monétaires dans le programme Ede pèp (*Ti manman cheri, Kore moun andikape, Kore ti granmou* et *Kore etidyan*) et un volet de transferts d'aliments (*panye solidarite*). Le passage du cyclone Matthew en octobre 2016 a entraîné la mise en place d'un large éventail de programmes de transferts de fonds en 2016 et 2017. Le PNUD a répertorié 22 programmes de transferts monétaires immédiatement après le cyclone Matthew, lesquels ont atteints 240,000 bénéficiaires, et un total de 53 organisations œuvrant dans des programmes similaires, en avril 2017. *Panye solidarite* comptait 1.8 million de personnes, *Ti manman Cheri* 122 189, *Kore moun andikape* 2 466 et aucune donnée n'a été rapportée pour le programme *Kore ti granmoun*. Le programme *Kore Lavi* pour sa part prenait en compte 18 000 ménages. Selon le dernier recensement la taille moyenne des familles haïtiennes est de 5 personnes, le programme *Kore Lavi* pourrait donc couvrir 90 000 personnes.

La situation de la population haïtienne, préalablement à la crise nécessitait des interventions de ce type. Il est important d'apporter cet accompagnement à la population mais en veillant certainement à réduire les risques de gaspillage et de désordres macroéconomiques. C'est ici un véritable rendez-vous du système de management public haïtien pour

l'introduction d'un véritable lagrangien capable de le faire jongler entre dépenses publiques et stabilité macroéconomique. En ce sens, la nature de l'allocation est aussi à prendre en compte, car distribuer en espèce, à partir des coupons ou en nature (rations alimentaires sèches) aura des impacts différents sur les grands agrégats macroéconomiques du pays et sur l'usage qu'en fera la population. Avec des coupons par exemple, il est certain que l'intégralité du transfert sera dépensée dans des biens alimentaires, ce qui est loin d'être aussi garanti pour la distribution en espèce. Ces deux méthodes auront nécessairement des pressions de degré différent sur la demande agricole, donc sur la performance du secteur agricole en général.

Si les allocations peuvent faire l'unanimité, le niveau des allocations et le mode de distribution sont des points importants sur lesquels l'État haïtien devrait statuer afin de favoriser **l'optimisation sous contrainte**. Quels mécanismes utiliser pour, non seulement permettre aux gens d'avoir le pouvoir de consommer, mais aussi d'orienter cette consommation vers les produits de première nécessité? D'autres questions portant sur l'identification des familles (sachant que le dernier recensement date de 2003) et la fiabilité du canal de distribution (Mon Cash) ne sont pas à négliger. Au final, la crise sanitaire nous enseigne qu'il est

vraiment important pour le pays d'agir sur quatre (4) axes parmi tant d'autres afin que l'Etat haïtien puisse s'inscrire dans un véritable cycle d'efficacité :

- Relance de la production agricole ;
- Politiques de protection sociale ;

- Recensement de la population pour identifier les pauvres et les plus pauvres ;
- Ecosystème numérique (gourde numérique).

Avec près d'un million d'utilisateurs, l'argent mobile s'impose en Haïti.

Le nouveau coronavirus bouleverse tous les secteurs d'activité du monde et charrie avec lui un ensemble de changements. La libre circulation de vies et de biens devient un droit restreint dans bon nombre de pays frappés par la pandémie. Des changements de comportements s'imposent. En Haïti, la relation entre la population et la manipulation de l'argent liquide change aussi.

Selon les derniers chiffres fournis par la Banque de la République d'Haïti (BRH), près d'un million de personnes s'offrent les services de transactions par téléphone.

Le service « Mon Cash » de la compagnie de téléphonie mobile Digicel occupe la tête du classement avec plus de 1,5 millions d'utilisateurs, et est suivi de « Lajan Cash » de Haiti Pay qui compte 38 mille abonnés.

Le gouvernement haïtien vient de s'offrir les services de Mon Cash dans le cadre de son programme d'aide financière accordée aux familles vulnérables dans la lutte contre la Covid-19. Il n'y a pas encore de chiffres exacts quant au nombre de bénéficiaires mais, selon Maarten Boute, président directeur général de la Digicel en Haïti, il y a eu beaucoup de nouveaux inscrits sur la plateforme.

Dans un entretien accordé à DevHaiti, les responsables avancent que les transactions effectuées via Mon Cash représentent environ 11 % du PIB d'Haïti aujourd'hui, avec une moyenne mensuelle de 72 millions de dollars US. Ils ne cachent pas leur satisfaction car, disent-ils, depuis le lancement de MonCash, l'objectif était d'offrir une solution bancaire à ceux qui ne sont pas dans le système financier traditionnel. « *Nous cherchons actuellement à inclure des éléments tels que l'intégration bancaire pour ceux qui ont un compte bancaire, la possibilité pour les petites entreprises de progresser, et l'amplification des options lors des transactions* », informe Gertrube Buly, chargée des médias à la Digicel.

Pour sa compagnie de téléphonie cellulaire Natcom pour sa part, lancera bientôt un nouveau produit de mobile money dénommé « NatCash ». Les détails sur ce produit demeurent confidentiels pour l'instant, selon les responsables de communication de ladite entreprise.

Pour plus d'un, le mobile money contribue à l'augmentation du niveau d'inclusion financière. Le téléphone étant accessible même aux plus pauvres, le mobile money leur permet d'épargner et aussi d'effectuer des transactions.

La faim au milieu de l'abondance : comment réduire l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les personnes les plus vulnérables du monde

Alors que la pandémie de COVID-19 (coronavirus) charrie avec elle son lot de nouvelles tragiques, il est une prévision positive : les prix mondiaux des matières premières agricoles sont stables et devraient le rester en 2020, car les niveaux de production et les stocks de la plupart des denrées de base atteignent ou avoisinent des niveaux records.

Dans sa publication sur les perspectives des marchés des matières premières (Commodity Markets Outlook), la Banque mondiale met cependant en garde contre les risques importants qui pèsent sur ces prévisions, notamment l'incertitude quant à la durée et à la gravité de la pandémie, l'évolution des prix de l'énergie et des engrais, les fluctuations monétaires, les changements apportés aux politiques commerciales et de soutien interne et les éventuelles perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. À cela s'ajoute la pire invasion de criquets pèlerins observée depuis plusieurs décennies : elle s'est propagée dans 23 pays d'Afrique, de la péninsule arabique et d'Asie du Sud, dévastant des cultures dont des millions de personnes dépendent.

L'atténuation de ces risques nécessite une action concertée. Les prix du riz ont marqué une tendance à la hausse ces dernières semaines en raison des conditions de sécheresse qui existaient avant l'apparition du coronavirus et de mesures commerciales restrictives, mais ils ont baissé ces derniers jours grâce aux efforts de pays comme le Viet Nam (le troisième exportateur mondial de riz) qui a levé son

interdiction temporaire d'exportation.

Il s'agit d'une évolution importante non seulement parce qu'une grande partie du riz consommé en Afrique est importée, mais aussi parce que l'expérience passée montre que les restrictions à l'exportation peuvent conduire à des hausses rapides des cours alimentaires mondiaux, au détriment surtout des pays pauvres. Ce fut le cas lors de la crise des prix alimentaires de 2007-08, lorsque près du tiers des pays du monde ont adopté des restrictions commerciales, et que le nombre de pauvres a augmenté de 150 millions.

Il reste crucial d'être vigilant, et c'est pourquoi la Banque mondiale s'est jointe aux ministres de l'agriculture du G20 et a appelé les décideurs politiques à s'abstenir d'imposer des restrictions à l'exportation. Ce message trouve un écho, les pays du G20, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Union africaine et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ayant tous réagi favorablement à l'appel.

Le monde est aujourd'hui confronté à des défis sans précédent qui exigent des réponses urgentes et adaptées à chaque pays.

La faim est restée extrêmement répandue ces dernières années. Alors que, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le fléau de la sous-alimentation frappait déjà 820 millions d'individus avant la crise actuelle, dont 135 millions souffrant d'insécurité alimentaire aiguë, la baisse des revenus consécutive à la pandémie oblige de plus en plus de personnes à sauter des

repas. Cette aggravation de la malnutrition aura des répercussions durables sur le capital humain, en particulier chez les enfants.

De nombreux nouveaux obstacles s'opposent à la production, au transport et à la consommation des denrées alimentaires. En raison non seulement des conséquences du coronavirus, mais aussi des ravageurs et des maladies animales (criquets, peste porcine africaine...) ainsi que des sécheresses, le Programme alimentaire mondial prévoit un doublement des cas d'insécurité alimentaire aiguë d'ici la fin de l'année. Pour comprendre l'ampleur du défi, nous devons examiner la chaîne d'approvisionnement alimentaire et évaluer les contraintes au niveau national et local.

Les agriculteurs doivent pouvoir planter et récolter. Ils doivent avoir accès à des intrants comme les engrais et les semences, et avoir les moyens de se les procurer. Ils auront également besoin de main-d'œuvre. Les mesures visant à stopper la propagation du coronavirus entravent la circulation des migrants qui effectuent des travaux agricoles dans de nombreux pays. Il sera essentiel, dans les mois à venir, de permettre la circulation des travailleurs, d'appliquer de nouveaux protocoles de sécurité et de fournir à la main-d'œuvre une protection adéquate. C'est particulièrement important dans les pays en développement où la production agricole est plus intensive en main-d'œuvre, et où la morbidité et les restrictions de mouvement peuvent avoir des répercussions plus lourdes.

Les produits agricoles doivent atteindre les marchés. Les denrées alimentaires et les intrants et services connexes doivent être définis comme des biens essentiels, et leur transport doit

devenir prioritaire pour surmonter les contraintes du confinement. Les camionneurs ont besoin de plus qu'un feu vert pour continuer à travailler : ils ont aussi besoin de mécaniciens et de services connexes. Il en va de même pour les intrants agricoles. La poursuite de la circulation des semences, des engrais et des pièces mécaniques, qui donne souvent lieu à des échanges transfrontaliers, sera cruciale dans les six à douze prochains mois. Enfin, il faut tenir compte de la myriade de petites et moyennes entreprises, souvent informelles, qui approvisionnent les agriculteurs et s'occupent du transfert des denrées alimentaires de la ferme à l'assiette, et concevoir des politiques pour assurer leur survie.

Il importe non seulement d'assurer l'accès des populations aux denrées alimentaires de base, mais aussi de veiller à ce qu'elles aient les moyens de les acheter. La nourriture représente en moyenne jusqu'à 60 % des dépenses des ménages dans les pays à faible revenu, et 40 % dans les économies émergentes et en développement. La récession économique et la perte des moyens de subsistance érodent rapidement la sécurité alimentaire de millions de personnes, surtout lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent. La Banque mondiale estime que 40 à 60 millions de personnes supplémentaires basculeront dans l'extrême pauvreté au cours des prochains mois, en fonction de l'ampleur du choc économique.

Par conséquent, des dispositifs de protection sociale pour les plus pauvres et les plus vulnérables sont nécessaires dans l'immédiat et pour la suite des mesures d'aide d'urgence contre la pandémie. Alors que de nombreux pays s'emploient à étendre leurs filets sociaux,

il reste encore beaucoup à faire pour compenser les pertes de revenus, soutenir les entreprises et promouvoir la résilience économique. Dans les pays les plus pauvres, les filets de protection sociale et les programmes d'inclusion restent limités en termes de budget, de couverture, de niveaux de prestations et de flexibilité, et doivent être considérablement renforcés pour répondre à une crise de cette ampleur.

Étant donné l'urgence de ce défi, les ressources limitées des pays et le fait que les agriculteurs et les producteurs d'aliments et les consommateurs nets représentent une forte proportion de la main-d'œuvre et du secteur informel (jusqu'à 80 % dans certains des pays les plus pauvres), il est logique de donner la priorité aux secteurs agricole et alimentaire dans la conception des programmes d'aide. L'enjeu

est de procurer de l'argent aux ménages pour qu'ils ne souffrent pas de la faim, et de veiller à maintenir la libre circulation des denrées alimentaires.

Auteurs



Mari Elka Pangestu, Directrice générale de la Banque mondiale pour les politiques publiques de développement et les partenariats.

Texte initialement publié sur le blog de la Banque mondiale.

Covid-19 : une enveloppe de plus de 400 millions de dollars de la Banque mondiale à Haïti

Intervenant lors de la 10e édition du Sommet international de la finance, organisé par le Group Croissance et ses partenaires du 28 au 30 avril 2020, Anabela Abreu, directrice au pays de la Banque mondiale pour Haïti, a présenté un résumé des actions de la Banque mondiale pour aider Haïti à faire face au Covid-19. Ces actions s'étendront sur l'année fiscale 2020 – 2021 et se chiffrent à plus de 400 millions de dollars. Pour l'année 2020, la Banque mondiale a programmé une enveloppe de 157 millions de dollars pour financer des actions répondant dans un premier temps à une phase d'urgence (\$40 millions) et dans un second temps à une phase plus longue de reprise économique et de résilience (\$117 millions).

Budget : De nouvelles dispositions dans la préparation et la gestion du budget

Par rapport à la note 3 sur 6 réalisée par Haïti en ce qui a trait à l'Indice de la qualité de la gestion budgétaire et financière défini par la Banque mondiale, le Premier ministre Joseph Jouthe a annoncé, lors de la deuxième journée du Sommet international de la finance, quelques ajustements effectués dans les méthodes de préparation du budget. Il s'agit de nouvelles obligations faites aux ministères et organismes autonomes dans le cadre de la préparation du budget. « - *Les secteurs sont tenus de préparer un exposé justifiant leurs besoins, objectifs et la logique des interventions programmées ; les secteurs sont tenus de définir des indicateurs de performance ; ils doivent justifier les crédits sollicités tout en indiquant les résultats*

attendus; ils doivent soumettre les revenus non fiscaux éventuellement générés par institution », a indiqué le chef du gouvernement, Joseph Jouthe.

Avec trois nouveaux projets, la BID met déjà le cap sur l'après-Covid-19 en Haïti

Le représentant d'Haïti au conseil d'administration de la Banque interaméricaine de développement (BID), Alfred Métellus, intervenant au panel « Analyse de l'assistance de la Banque interaméricaine de développement (BID), dans le cadre de la crise sanitaire », lors de la première journée de la dixième édition du Sommet international de la finance, a instruit les internautes participant à ce sommet virtuel de l'implémentation prochaine de trois projets de la BID en Haïti, dont deux ont déjà été approuvés par le conseil d'administration.

Il s'agit tout d'abord d'un projet de promotion des investissements de 17 millions de dollars qui vise à attirer davantage d'investisseurs au niveau du Parc industriel de Caracol (PIC). Le deuxième projet est un projet d'énergie solaire au niveau du PIC qui vise à faire baisser le prix du kilowattheure à 15 centimes afin de rendre le parc beaucoup plus compétitif. Le troisième projet concerne l'extension des installations du PIC pour avoir un impact sur l'emploi direct.

FINTECH : Mannitoks connecte le système bancaire aux portefeuilles mobiles

Virer de l'argent d'un compte ou d'une carte bancaire à un compte de portefeuille mobile à l'instar de Mon Cash et vice versa, payer des produits et des services en ligne, Donner aux

entreprises les moyens de rémunérer leurs employés à travers un système de paiement mobile... toutes ses transactions sont une simple formalité sur la plateforme Mannitoks. Dans une interview au journal, cette semaine, Christian Chérubin, patron de Mannitoks, un

système de paiement permettant de faire des transactions sans utiliser de cash, a expliqué comment l'utilisation des services disponibles sur sa plateforme pourrait aider à respecter certaines mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19.

Ont contribué à ce numéro :

Claudie Marsan

Gérard Junior JEANTY

Hansy MARS

Johnny JOSEPH

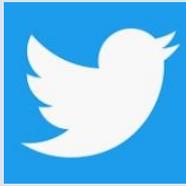
Kesner PHAREL

Patrick SAINT-PRÉ

SUIVEZ-NOUS SUR:



DevHaïti



DEVHAÏTI



DevHaïti canal public